

de mettre au point un programme de transition détaillé à proposer aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels cubains.

Nous nous limitons à en souligner en général les points suivants :

a) La révolution devra assurer la solidarité active des masses des autres pays coloniaux et semi-coloniaux, avant tout d'Amérique latine, et du prolétariat des pays capitalistes avancés, y compris le prolétariat américain. C'est un devoir fondamental des sections de l'INTERNATIONALE de stimuler et d'organiser dans tous les pays toute forme de solidarité avec les révolutionnaires cubains, l'envoi de techniciens, la formation de comités de défense de la Révolution cubaine et de brigades de volontaires.

b) Dans une situation qui sera de toute façon difficile sous plusieurs angles pour une période assez longue, le nouveau régime ne peut se renforcer et devenir inébranlable qu'en organisant une démocratie ouvrière et paysanne véritable qui assure aux ouvriers et aux paysans l'exercice réel et direct du pouvoir politique et le rôle dirigeant dans la gestion économique. Une telle structure démocratique prolétarienne n'aurait évidemment rien à avoir avec la démocratie bourgeoise traditionnelle regrettée par les capitalistes.

c) La planification économique en vue de l'industrialisation devient une nécessité objective de plus en plus pressante. Elle ne pourra être réalisée sans la mise en place de toute une série d'organes démocratiques de planification, composés de techniciens, d'ouvriers et de paysans.

d) Les masses populaires soutiendront sans faiblesse la révolution si elle sait éviter toute déformation bureaucratique dans un esprit égalitaire socialiste. Il faudra éviter que des privilèges économiques reviennent aux administrateurs, aux techniciens, aux dirigeants politiques, économiques et militaires en général.

e) Les ouvriers ont le devoir de faire les sacrifices que le développement économique de la révolution impose, mais ils doivent avoir la garantie que leurs intérêts spécifiques seront suffisamment défendus. Cela veut dire qu'ils devront garder leur plein droit d'organisation syndicale et que les syndicats doivent rester indépendants de l'appareil

d'Etat, tout en assurant leur collaboration à l'édition socialiste et à la défense de l'Etat révolutionnaire.

f) Tous les partis, les groupes et les tendances politiques prolétariennes et paysannes qui acceptent la nouvelle légalité révolutionnaire devront garder le droit de s'organiser et de s'exprimer librement.

Dans les phases ultérieures de la révolution, dans le processus d'industrialisation et de planification économique, la classe ouvrière est destinée à jouer un rôle décisif. En même temps, la nécessité d'un appareil étatique, économique et administratif, beaucoup plus organique et articulé, s'impose de plus en plus objectivement. Sur ce plan aussi, le rôle de la classe ouvrière sera irremplaçable.

Ainsi, en même temps s'accroît l'exigence d'une direction révolutionnaire marxiste conséquente, apte à surmonter l'empirisme, les limites et les contradictions de la direction actuelle, et se créent des conditions plus favorables pour sa formation.

Le rôle du parti révolutionnaire sera fondamentalement d'assurer à la révolution, dans ses étapes ultérieures, cette direction consciente des buts ultimes de la révolution, et capable aussi bien de fixer les objectifs transitoires que de choisir les moyens adéquats.

Cette direction devra en même temps réaliser la destruction des derniers vestiges de l'impérialisme et du capitalisme indigène, et veiller au danger d'une bureaucratisation qui, bien que limitée aujourd'hui par le dynamisme des masses, existe fondamentalement partout où se retrouvent les conditions objectives présentes à Cuba (état économique arriéré, bas niveau culturel et technique, pression de l'extérieur sur la révolution).

Le parti révolutionnaire devra d'autre part insister particulièrement sur la perspective d'une Fédération socialiste de l'Amérique latine comme véritable solution aux problèmes économiques et sociaux de cette région du globe, en commençant par mettre en avant la tâche stratégique de la Fédération socialiste pour l'ensemble de l'Amérique centrale, comme élément puissant de mobilisation des masses.

*Résolution approuvée au 6<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (janvier 1961).*

## 2. Les leçons de la Révolution cubaine

La révolution cubaine et l'Etat ouvrier qu'elle a créé sont des réalités concrètes historiques, comme les révolutions russe, chinoise, expression des aspirations de toutes les masses coloniales et semi-coloniales à se libérer de l'exploitation impérialiste et à une vie meilleure.

Mais Cuba n'est pas un cas unique, exceptionnel; c'est le point culminant d'un processus qui est parti d'un niveau commun à tous les pays sous-

développés, combiné à des particularités nationales. Ceci signifie que les autres peuples peuvent aussi suivre les lignes générales de la voie cubaine, adaptées aux caractéristiques nationales, régionales ou locales.

C'est pour cela, parce que Cuba est un exemple de ce que peuvent faire les masses révolutionnaires d'un pays semi-colonial conduites par une direction correcte, qu'il est nécessaire et utile d'en